

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera
Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Geschichte
Band: 25 (1975)
Heft: 1/2

Buchbesprechung: Documents diplomatiques français, 1932 à 1939. 2e série (1936-1949), t. VIII, 17 janvier à 20 mars 1938

Autor: Favez, Jean-Claude

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 22.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

qui va de l'éphémère bulletin à l'ouvrage philosophique. Face à la civilisation industrielle, à l'abstraction intellectuelle, à la dénaturation technique, à l'étatisme croissant, elle a et veut donner le goût du concret et construit sur l'initiative privée. Ainsi se fondent, par exemple, les Auberges de Jeunesse.

Les destins que nous présente le recueil «*Namen und Werke*» sont des destins allemands. Sans doute y a-t-il eu des phénomènes analogues dans d'autres pays. Que l'on songe au scoutisme dans les pays anglo-saxons. En Suisse même, le phénomène allemand a dû tout naturellement déborder. Ainsi, le vocabulaire des fondateurs de la Nouvelle Société Helvétique, dans les années qui précèdent 1914, exprime souvent des sentiments et des idées du même ordre. Ce qu'il y a de spécifique au phénomène allemand, c'est la rupture que provoquent d'abord la guerre de 1914, puis le national-socialisme. En parlant de rupture, nous exprimons un avis personnel, car d'autres observateurs sont frappés en revanche par certains aspects proto-fascistes de la «*Jugendbewegung*», dans laquelle ils voient précisément un mouvement à certains égards précurseur du national-socialisme.

Parmi les nombreux thèmes de l'histoire et de l'actualité sociale et culturelle au sens large qu'une histoire de la «*Jugendbewegung*» pourrait éclairer, mentionnons, par exemple, le souci de ce qu'on appelle aujourd'hui la protection de l'environnement, l'allergie à l'idéologie de la consommation illimitée, la dynamique de groupe avec notamment ces variantes que sont les affrontements des sexes ou des générations, le rôle de l'autorité dans l'éducation de l'adolescent, la place de l'irrationnel dans le monde moderne, l'amélioration de la condition paysanne, la signification de la culture populaire. Cette liste n'est pas exhaustive. Le champ est large et difficile à défricher. Les outils dont l'historien dispose ne sont pas nombreux. C'est pourquoi la collection de sources qui nous est annoncée mérite, malgré ses défauts, d'être signalée avec intérêt.

Berne

Pierre Luciri

Ministère des Affaires étrangères, *Documents diplomatiques français, 1932 à 1939. 2^e série (1936-1949)*, t. VIII, 17 janvier à 20 mars 1938. Paris, Imprimerie nationale, 1973. In-8°, 1008 p.

Au début de l'année 1938, le conflit sino-japonais s'accélère, la guerre d'Espagne s'enlise, mais la grande question reste évidemment celle de l'expansion allemande en Europe centrale et orientale et plus particulièrement de l'*Anschluss*. Depuis l'accord du 11 juillet 1936, une certaine normalisation semblait être intervenue dans les rapports entre le Reich hitlérien et l'Autriche, mais en réalité l'esprit de conciliation affiché par le premier cache mal «un essai d'absorption lente et de noyautage raffiné» comme l'écrit, après l'événement, l'ambassadeur de France à Berlin, le très avisé André François-Poncet. Un an et demi plus tard les événements se précipitent en effet. Le 5 novembre 1937, le Führer, conscient que le temps travaille désormais

contre lui, présente aux principaux responsables militaires et diplomatiques allemands ses plans de conquête. Il peut constater du même coup le peu d'enthousiasme offensif de certains de ses proches collaborateurs. Le 4 février suivant, il en tirera les conséquences en éliminant, de la façon que l'on sait, les dirigeants de l'armée de terre, en réorganisant le haut commandement de la Wehrmacht et en procédant à d'importantes mutations aux Affaires étrangères. Durant l'hiver 1937/38, les relations austro-allemandes se détériorent rapidement, malgré une entrevue Schuschnigg-Hitler à Berchtesgaden le 12 février. Finalement, en annonçant à Innsbruck, pour le 13 mars 1938, un plébiscite, le chancelier autrichien passe lui-même autour de son cou la corde qui va l'étrangler, tant il est évident que, malgré l'agitation des nazis autrichiens, une immense majorité se prononcera, comme Schuschnigg le lui demande, pour une «Autriche libre et allemande, indépendante et sociale, chrétienne et unie». Aussi le 11 mars la pression diplomatique du Reich, appuyée par l'envoi de troupes, aboutit tout d'abord à l'annulation du plébiscite, puis au départ de Schuschnigg et finalement à la nomination du nazi Seyss-Inquart à la tête d'un gouvernement provisoire. Et le 13 mars, jour prévu initialement pour le plébiscite qui devait raffermir la volonté d'indépendance de l'Autriche, la Wehrmacht déferle sur l'ensemble du pays, précédant de peu un Führer rayonnant à qui sa patrie réserve un accueil délirant, mais constraint. Dans ces conditions, le plébiscite nazi, qui transforme l'Autriche en une province du Reich allemand, ne sera plus qu'une dérisoire formalité.

Première étape du programme hitlérien de conquête du «Lebensraum», l'*Anschluss* constitue un moment décisif dans la marche à la Seconde guerre mondiale. Le système de la sécurité collective, déjà sérieusement ébranlé, ne s'en relèvera pas, comme le prouve l'attitude de la Suisse, qui, consciente de la fin de l'Europe de Genève, va retourner à sa neutralité intégrale. Les alliances de revers qui devaient assurer la sécurité française perdent toute efficacité dès lors que la Tchécoslovaquie et son système défensif se trouvent tournés par leur flanc sud-ouest et que la Petite Entente se désagrège.

Une fois encore, les historiens et archivistes français nous présentent un volume remarquablement composé et équilibré. Les documents essentiels, dont beaucoup avaient disparu lors de l'incendie des papiers du Quai d'Orsay au printemps 1940, ont pu être reconstitués, grâce aux archives des postes à l'étranger et aux papiers personnels de René Massigli, directeur des Affaires politiques jusqu'en octobre 1938, de Georges Bonnet, ministre d'Etat dans le cabinet Chautemps, du début janvier au début mars 1938, d'Edouard Daladier, ministre de la guerre et de la Défense nationale. Un minimum d'annotations, mais des index et des tables méthodiques généreuses permettent de retrouver très rapidement le document que l'on cherche et d'en éclairer la portée.

Tout ou presque a déjà été dit sur l'attitude des Alliés, et des Français

plus particulièrement, face aux agressions fascistes des années 1935 à 1939. Une fois encore, les documents réunis dans ce volume éclairent d'un jour crû et la lucidité de nombreux responsables français – on pense ici à un André François-Poncet par exemple – et le manque de ressort, quelquefois des mêmes personnes, lorsqu'il s'agit de prendre des mesures concrètes, ainsi que l'incapacité des dirigeants de Paris à se dégager de la politique d'apaisement de Neville Chamberlain, même lorsque les diplomates, hommes politiques ou officiers français ne partagent ni les illusions, ni les aveuglements de leurs collègues britanniques. La quinzaine de documents de ce volume concernant la politique militaire de la France constitue à cet égard un témoignage exemplaire. Qu'il s'agisse du rapport de forces, des conséquences stratégiques de l'*Anschluss*, du réarmement, de la nécessité d'une collaboration militaire franco-anglaise, les Français ne manquent pas de lucidité, ni de volonté d'action, tant que l'on reste au plan de l'analyse. Mais ils demeurent prisonniers à la fois de la muraille de béton qui ferme l'hexagone au Nord-Est et de leur dépendance par rapport aux Britanniques dont le projet stratégique s'articule sur une pensée alors bien plus impériale qu'euro-péenne. Ni les possibilités de collaboration avec la Russie des Soviets, ni les chances d'une action en Espagne ne sont donc réellement prises en considération. Seule demeure envisagée une offensive limitée sur le front des Alpes contre la sœur latine. Au moment où la Wehrmacht entre en Autriche, le moment est déjà passé où la France pouvait réagir, diplomatiquement ou militairement. Elle ne peut que payer, à ce moment-là, le prix de la passivité dont elle fit preuve deux ans plus tôt lors de la réoccupation militaire de la Rhénanie. Une telle constatation n'a rien de réjouissant. Mais moins réjouissante encore est la constatation faite dès la mi-mars 1938 par les observateurs lucides. Après l'Autriche le tour de la Tchécoslovaquie viendra, et là encore Paris ne disposera pas des armes de sa réplique. L'impression d'accablement et d'impuissance déjà sensible dans les précédents volumes de la seconde série des documents diplomatiques français se trouve ici confirmée de façon dramatique. La course à l'abîme a commencé et personne ne paraît plus savoir comment l'arrêter.

Genève

Jean-Claude Favez

GERHARD A. RITTER (Hg.), *Vom Wohlfahrtsausschuss zum Wohlfahrtsstaat. Der Staat in der modernen Industriegesellschaft*. Köln, Markus, 1973.
188 S.

Sammelpublikationen von verschiedenen Aufsätzen zu einzelnen grösseren Themenbereichen sind seit einigen Jahren sehr in Mode gekommen. Solchen Werken lag wohl gelegentlich nicht allein wissenschaftliches Interesse zugrunde; sie haben aber immerhin bewirkt, dass die Lehr- und Foschungspraxis und die methodischen Grundlagen der einzelnen wissenschaftlichen Disziplinen erweitert wurden. Die Untersuchung eines grösseren Themenbereichs durch verschiedene Autoren und mit unterschiedlichen Me-